



Déclaration liminaire FSU au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du jeudi 8 novembre 2018

Le gouvernement baisse les aides sociales de 3 milliards par an en amorçant la mise en place d'un plan pauvreté de 8 milliards sur 4 ans : ce sont 4 milliards en moins en direction des familles les plus défavorisées auxquelles appartiennent nombre de nos élèves. Leurs difficultés ne vont pas manquer de s'accroître et les inégalités sociales ne vont pas manquer de se creuser.

Dans la loi des finances 2019, le budget de l'Éducation nationale augmente de 0,6 milliard : ce n'est que 1 % de plus (51,5 milliards à 52,1 milliards) pour une inflation à 2,2 % et pour 30 000 élèves supplémentaires attendus dans le second degré à la rentrée 2019.

Tout est dit sur l'absence d'ambition du gouvernement actuel pour les élèves :

- suppression de 2 650 postes d'enseignants et suppression de 400 postes de personnels administratifs dans le second degré :
- pressurisation des personnels avec une inflation de tâches administratives en particulier pour les directeurs d'école, augmentation du temps de travail avec des heures supplémentaires imposées aux enseignants et donc des classes supplémentaires ;
- recours massif à la contractualisation jusqu'à devenir la norme pour attaquer le statut de fonctionnaire.

Dans le même temps, avec la suppression de l'ISF, ce sont 16 milliards de recettes en moins dans les caisses de l'État sur le quinquennat !

Les choix actuels du gouvernement, ainsi que les choix budgétaires et politiques de pilotage de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur ont de quoi inquiéter.

1^{er} point

La réforme du lycée, de par ses programmes élitistes, de par l'offre des enseignements de spécialités qui ne pourront couvrir tous les territoires, de par les choix (ou non choix) que les élèves auront à faire dès la classe de seconde et qui détermineront les parcours possibles (ou non) dans le supérieur, entérine l'accès au supérieur pour une élite qui saura décrypter les pré-requis des parcours, qui pourra se payer un coach orientation et/ou des cours particuliers. La simple mise en œuvre technique de la réforme, elle, permettra de supprimer quelque 8000 postes d'enseignants en lycée sur le territoire national.

2ème point

Parcoursup : la problématique se résume à une seule question : « Mais dans quelle dimension ont donc disparu les 45 937 candidats qualifiés d'inactifs ? ».

3ème point

À l'école primaire, le dédoublement des CP et CE1 en Éducation prioritaire (jusqu'à 15 élèves par classe en Isère) est insuffisamment financé : les créations de postes dans le 1^{er} degré ne suffisent pas à couvrir les besoins. La FSU déplore que sa mise en place génère de fait et avec immédiateté des fermetures de classes sur les autres niveaux dans les écoles ou la disparition « mathématique » du dispositif satisfaisant de « plus de maîtres que de classes ». La FSU demande pourquoi la baisse des effectifs, aux effets positifs, n'est pas étendue au-delà des REP et REP+ car dans tous les établissements, il y a de plus en plus d'élèves en difficulté.

La FSU prend aussi note que ces effets ont pour limite des effets mesurables au mieux jusqu'en classe de 4^{ème}.

Cela participe donc de l'école du socle pour certains, du lycée pour une élite dans une optique bac +3 – 3 pour les autres.

4ème point

Nous nous inquiétons du report de la prochaine carte de l'éducation prioritaire.

Si les moyens engagés jusqu'à présent n'ont pas été significatifs pour atteindre des seuils de résultats observables, l'absence d'engagement de moyens aurait donné lieu à des situations bien pires.

En l'état, cet écart n'est pas mesurable et nous craignons que le principe de consacrer davantage de moyens dans les zones les plus défavorisées soit abandonné.

5ème point

Inclusion scolaire : tous les personnels réalisent, certes avec plus ou moins de réussite, la prise en charge des élèves à besoins particuliers. Mais qu'en est-il de l'Institution ? Quand prendra-t-elle toutes ses responsabilités pour offrir des conditions d'apprentissages dignes de ce nom aux élèves (lieux adaptés, formation des personnels, capacité d'accueil, effectifs des classes, dispositifs tels les RASED...) ?

C'est pourquoi, la FSU revendique, dans le cadre de la déclaration intersyndicale commune de ce jour, la création d'un véritable corps de titulaires AESH.

Pour conclure, notre société souffre d'inégalités qui s'aggravent. La pseudo démocratisation de l'École, mise en avant par ce gouvernement, loin de remédier à ces écarts, va les aggraver.

La FSU appelle les personnels à investir massivement la journée de grève et manifestation du lundi 12 novembre pour affirmer d'autres valeurs de l'École.